



La crise mondiale de l'alimentation

Victor Piché

Volume 3, numéro 4, 1974

Année mondiale de la population

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/305765ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/305765ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Association des démographes du Québec

ISSN

0380-1713 (imprimé)

1925-3478 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Piché, V. (1974). La crise mondiale de l'alimentation. *Bulletin de l'Association des démographes du Québec*, 3(4), 22–30. <https://doi.org/10.7202/305765ar>

LA CRISE MONDIALE DE L'ALIMENTATION

Décidément, le temps est aux conférences mondiales. C'est maintenant une autre crise qui prend la vedette, i.e. la crise mondiale de l'alimentation. A cet effet s'est tenue à Ottawa les 8 et 9 octobre derniers (au Château Laurier, symbole de pauvreté): "La conférence sur la crise mondiale de l'alimentation", patronnée par le Conseil canadien pour la coopération internationale avec l'aide de la Fondation canadienne contre la faim et l'Association canadienne pour les Nations Unies. Evidemment, cette conférence se veut bilingue. Résultat: dès mon arrivée dans un atelier, je suis reçu par une jolie secrétaire (ne le sont-elles pas toutes dans ces conférences...) qui m'annonce candidement: "I am sorry but we did not have time to translate this text for today". Very well thank you.

But de la conférence

Préparer des recommandations qui seront présentées à Rome à la conférence mondiale sur l'alimentation (5-16 novembre 1974).

Ateliers de travail

Six ateliers se sont partagés les sujets de discussion suivants:

1. Accroissement de la production alimentaire en mettant en relief le rôle du Canada et l'amélioration du "self-sufficiency" (sic) ali-

mentaire des pays en voie de développement;

2. Nutrition et consommation;

3. Renforcement de la sécurité alimentaire mondiale par l'établissement des systèmes d'alerte rapide et d'information concernant les stocks de nourriture, par l'instauration de politiques nationales et internationales de réserves alimentaires et par l'amélioration des dispositifs de secours d'urgence et d'aide alimentaire - Qu'est-ce que le Canada peut faire?

4. Commerce, stabilité des prix, et ajustement agricole- le rôle du Canada en tant que pays important dans le domaine du commerce et exportateur majeur de produits alimentaires;

5. Le rôle des entreprises commerciales agricoles et l'industrie alimentaire dans la situation mondiale de l'alimentation.

6. Le Canada et recommandations d'action proposées aux niveaux national et international.

Le mythe de la population

Je me permets de vous citer en entier la section du document Le Canada et la question de l'alimentation,^e qui traite de la relation popu-

e Le Canada et la question de l'alimentation, rédigé par le Conseil Canadien pour la coopération internationale, Gatt-fly, et l'Association canadienne pour les Nations-Unies, pp. 3 et 4.

lation-alimentation:

"Beaucoup de gens, plus particulièrement dans les pays riches, jetteront le blâme de la crise alimentaire sur "l'explosion démographique". Ils prétendront que, parce que le taux d'accroissement démographique monte plus rapidement que celui de la production alimentaire, on doit s'attendre inéluctablement à un conflit irréductible entre population et alimentation. Selon l'expression de Robert McNamara, président de la Banque mondiale, "Le plus grand obstacle qui à lui seul s'oppose à l'avancement économique et social de la plupart des peuples sous-développés du monde provient d'un accroissement constant de la population". Les partisans de cette théorie concluent donc que la solution de la crise alimentaire se trouve dans la limitation des naissances.

Cette façon de penser se reflète dans le taux alarmant de l'accroissement des budgets votés en faveur de programmes de contrôle de la population dans les programmes occidentaux d'assistance. Aux Etats-Unis, les montants budgétisés pour la régulation démographique se sont élevés à \$2.1 millions en 1965, \$45.4 millions en 1965 et \$100 millions en 1971. Et ceci s'est produit à une époque où la guerre du Vietnam imposait des restrictions à la plupart des programmes de développement international de l'Agence américaine. Par exemple, les dépenses faites par l'AID pour tous les programmes hygiéniques autres que le contrôle démographique ont décliné, passant de \$126 millions en 1966 à \$77 millions en 1969. Au Canada, la partie du budget de l'Agence canadienne de développement international affectée au Fond de l'ONU pour les activités démographiques

plus que doublé: \$1.02 million en 1970-71 et \$2.2 millions en 1973-74. De même, les contributions de l'ACDI à la Fédération internationale pour la planification familiale sont passées de \$.51 million en 1970-71 à \$1.23 million en 1973-74.

En définissant le problème comme étant fondamentalement une "explosion démographique", on change tous les aspects de la politique d'aide étrangère. Par exemple, les Etats-Unis ont autrefois imposé à l'Inde une assistance pour la planification familiale comme une condition préalable de la continuation d'approvisionnement en blé.

Dans un rapport récent de CARE, un spécialiste américain de la nutrition tire une conclusion alarmante. "Nous avons maintenant acquis la certitude qu'au tiers-monde, seule une sous-alimentation très prononcée peut mettre un frein au taux de croissance démographique". La même étude de CARE déclare que les intérêts à long terme de l'Inde exigent que l'on s'oppose aux programmes d'alimentation des enfants en bas âge, à moins que ces projets ne soient accompagnés de moyens qui assurent une réduction des naissances vivantes. Le rapport admet que le sexe féminin sera le premier à souffrir de privations alimentaires parce que la société indienne masculine considère que les femmes donnent moins de rendement dans le domaine des travaux agricoles.

Il faut rejeter de prime abord toute argumentation qui conduit à des conclusions si inhumaines. En effet, la récente Conférence mondiale de la population qui a eu lieu à Bucarest a abondamment démontré que

les nations pauvres de l'univers rejettent toute définition néo-malthusienne de leurs problèmes, qui en ferait une simple question de nombres. De fait, la majorité des nations représentées à Bucarest ont souscrit à la proposition portant que la source du problème de la population était l'injustice sociale qui empêche les gens de jouir d'une alimentation et d'une éducation adéquates, ainsi que d'une certaine mesure de sécurité pour la vieillesse qu'ils cherchent à présent à s'assurer en donnant naissance à plus d'enfants dans l'espoir que certains d'entre eux survivront. Et même les membres de la Conférence mondiale de la population ont généralement reconnu que la seule solution à long terme consiste à admettre que jamais le taux de natalité n'ont diminué à moins que l'on ait satisfait à certains besoins sociaux fondamentaux - approvisionnement alimentaire assuré, faible taux de mortalité infantile, un certain degré d'instruction et la disponibilité de services hygiéniques au moins rudimentaires.

La plupart des programmes de régulation démographiques sont futiles s'ils ne visent pas à l'instauration d'une plus grande justice sociale. Par exemple, au Bangladesh, pays où les activités de limitation des naissances se poursuivent depuis longtemps il est facile de se procurer des contraceptifs, mais, à cause de facteurs économiques et politiques, seuls les enfants s'en servent... comme ballons. La principale raison qui s'oppose à l'emploi approprié ou prévu des contraceptifs est le fait que les enfants représentent un avantage économique, puisqu'ils peuvent contribuer à augmenter les revenus familiaux même dans leur bas âge et constituer la seule forme de sécurité pour les parents dans leur vieillesse.

Il faut en outre signaler que la production alimentaire des pays moins développés s'est accrue dans la même proportion que leur population et même davantage. Selon le Document estimatif de la Conférence mondiale de l'alimentation de l'ONU, entre 1952 et 1962, la croissance démographique des pays moins développés s'élevait à 2.4% tandis que leur production de vivres s'accroissait de 3.1%. Entre 1962 et 1972, la population a augmenté de 2.4% et la production alimentaire de 2.7%. Les hausses de production de ces pays ont égalé celles des nations développées tout au long de ces deux périodes.

Une simple distribution de contraceptifs ne suffira pas pour dissiper la crise alimentaire. C'est bien plutôt l'assurance d'une alimentation suffisante qui constitue une condition préalable requise pour que se produise toute diminution réelle du taux de croissance démographique".

Quelques faits et idées divers*

1. Statistiques

- 460 millions d'être humains souffrent de la faim (un huitième de la population du globe);
- 40% d'entre eux sont des enfants;
- "Il s'agit donc de savoir si le Canada s'alliera aux Etats-Unis qui utilisent l'impérialisme alimentaire pour ambitions de pouvoir ou si notre pays prendra des mesures en vue de nourrir les 460 millions de personnes sous-alimentés du globe?" (p.2)
- Chaque Nord-américain consomme à peu près une tonne de céréales par année on n'en consomme cependant que 500 livres par année dans le Tiers-Monde;
- Les pays développés ont utilisé plus de grain pour l'élevage en 1971 que tous les habitants de la Chine et l'Inde n'en ont consommé;

* Le Canada et la question de l'alimentation, op-cit.

2. Le mythe de l'aide alimentaire: "... certaines formes d'aide ont contribué à décourager la production de denrées dans les pays moins développés. Par exemple, au Guatemala, une société locale produisait à l'aide de matières premières disponibles sur place, un substitut du lait appelé Incaparnia, fait de maïs et de farine de graines de coton, dont la valeur nutritionnelle égalait celle du lait, mais coûtait six fois moins cher. La société incitait le gouvernement du pays à acheter son produit et à s'en servir dans ses programmes d'alimentation scolaire, mais la pression exercée par les E.-U. en faveur de la continuation des programmes de CARE qui utilisaient du lait en poudre, a empêché le gouvernement d'adopter l'Incaparnia". (p.6);

3. Développement agricole dans le Tiers-Monde: "... il faudrait attacher une plus grande importance à la participation du petit cultivateur, que l'on a jusqu'à présent presque toujours tenu à l'écart des progrès technologiques, alors que le genre d'agriculture à haut coefficient de main d'oeuvre qu'il pratique donne généralement un rendement par acre bien supérieur à celui des grandes propriétés". (p.11);

- "Nous devons aussi porter une attention spéciale au rôle des femmes dans les régions rurales... Parce que les femmes travaillent en grande partie hors du marché économique, elles ont souvent été oubliées par les planificateurs du développement et les gouvernements (pour la plupart des hommes) qui s'intéressent surtout aux statistiques et aux taux de croissance" (p.11);

- "...toute amélioration du sort des ruraux pauvres n'est pas possible en l'absence de réforme

agraire fondamentale. Au Guatemala, 2.1% des fermes englobent 62% des terres arables. Le rendement à l'hectare de ces propriétés n'atteint qu'un quart de celui des petites fermes du pays" (p.12);

4. Commerce: "...il est important que nous considérions... les causes de la crise actuelle qui affecte le système international de commerce et de paiements et qui ne découle pas uniquement des décisions de l'organisation des pays producteurs de pétrole, comme MM Kissinger et Ford l'ont laissé entendre dans leurs récents discours à l'Assemblée générale de l'ONU" (p.13).

- "Ce que le pays en voie de développement exigent d'un nouvel ordre économique international n'est rien de moins que l'assurance d'une redistribution universelle des richesses, dont le partage inégal... est la cause profonde de la crise alimentaire" (p.15);

5. Conclusion:

"En conclusion, nous désirons affirmer qu'il serait vraiment tragique de traiter la "crise alimentaire" simplement comme un problème technique concernant l'augmentation de la production sans analyser les causes profondes du fossé qui sépare les riches et les démunis et provoque une situation qui menace de mort par inanition un total de 25 à 75 millions de personnes. Toute la technologie, les engrais, la compétence administrative et les semences miracles du monde ne résoudre jamais la crise de l'alimentation en l'absence de réformes sociales fondamentales.

La lutte qui se livrera à la Conférence mondiale de l'alimentation de Rome est symbolique d'un autre conflit entre "la majorité affamée de l'humanité et un système économique qui engendre la pénurie et qui est maintenu par une minorité riche". Quand le Canada se présentera à Rome, sera-t-il disposé à accepter des changements profonds du système économique mondial en faveur des 460 millions de personnes qui souffrent chroniquement de la faim? Ou le Canada préférera-t-il utiliser ses excédents alimentaires comme une arme pour assurer le maintien de l'ordre mondial injuste qui prévaut actuellement" (p.16).

Post-scriptum:

1. Il est évident que l'importance que j'accorde au texte dont de large extraits sont reproduits ici reflète mes propres biais.

2. Il est non moins évident que la sélection elle-même de ces extraits reflète également mes propres idées et valeurs. Et après?

VICTOR PICHE

Octobre 1974

Département de démographie
Université de Montréal